

CONSULAT GENERAL DE FRANCE A TORONTO

<p>DEMANDE DE VISA LONG SEJOUR EN VUE D'EXERCER UNE PROFESSION COMMERCIALE , INDUSTRIELLE,OU ARTISANALE EN FRANCE CREATION D'UNE ENTREPRISE OU ACTIVITE</p>
--

- Document ou photocopie manquant = dossier incomplet = risque élevé de refus de visa ;
- Frais de dossier (non-remboursables) : contrevaletur de 99 euros.

**LISTE DES DOCUMENTS A PRESENTER
EN 2 JEUX SEPARES ET TRIES DANS L'ORDRE SUIVANT :**

	A. - DOCUMENTS GENERAUX :	
<input type="checkbox"/>	1	La présente liste de documents sur laquelle vous aurez coché la présence de chaque document et de chaque photocopie que vous présentez
<input type="checkbox"/>	2	3 (ou 4) formulaire s de demande de visa de long séjour dûment remplis et signés
<input type="checkbox"/>	3	4 photographies d'identité récentes aux normes
<input type="checkbox"/>	4	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> : Passeport (photocopie des pages contenant les données personnelles)
<input type="checkbox"/>	5	<u>ORIGINAL + 1 PHOTOCOPIE</u> : Formulaire CERFA n°13473*01
<input type="checkbox"/>	6	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> de l'extrait du casier judiciaire ou de la pièce équivalente du pays
<input type="checkbox"/>	7	<u>ORIGINAL + 1 PHOTOCOPIE</u> : déclaration sur l'honneur de non-condamnation pour les autres pays dans lesquels le demandeur a résidé pendant les dix dernières années
<input type="checkbox"/>	8	<u>ORIGINAL + 1 PHOTOCOPIE</u> : déclaration sur l'honneur de non-faillite dans le pays d'origine et pour les autres pays dans lesquels le demandeur a résidé pendant les dix dernières années
<input type="checkbox"/>	9	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> : un quitus fiscal si le demandeur a résidé en France pendant les dix dernières années
<input type="checkbox"/>	10	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> : le cas échéant, les pièces justificatives relatives à la capacité du demandeur à exercer l'activité commerciale, industrielle ou artisanale envisagée
B.- DOCUMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE :		
1.		2. Pour l'exercice d'une activité en nom propre
<input type="checkbox"/>	11	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> : une présentation sur papier libre du projet accompagnée d'un budget I prévisionnel pluriannuel;
<input type="checkbox"/>	12	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> : un justificatif de l'engagement de cautionnement pris par un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance agréée pour se porter caution et ayant leur siège en France ou une attestation de solde créditeur d'un compte au nom du demandeur ouvert auprès d'un établissement de crédit ayant son siège social en France
■ En cas de création d'activité		
<input type="checkbox"/>	13a	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> : de la promesse de bail commercial portant mention de l'activité ou du contrat de sous-location portant mention de l'activité et éventuellement de l'autorisation du propriétaire des locaux ou de toute autre pièce relative aux locaux affectés à l'activité
<input type="checkbox"/>	14a	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> : le cas échéant du contrat de domiciliation
■ En cas de reprise d'un fonds de commerce		
<input type="checkbox"/>	15a	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> : de la promesse ou du contrat de vente du fonds
■ En cas de location-gérance		

<input type="checkbox"/>	13b	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> de la promesse ou du contrat de location-gérance
<input type="checkbox"/>	14b	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> : <u>extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers du précédent exploitant (datant de moins de trois mois)</u>
<input type="checkbox"/>	15b	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> du bail établi au nom du propriétaire du fonds
	1.	2. Pour l'exercice d'une activité en société
<input type="checkbox"/>	16	<u>ORIGINAL + 1 PHOTOCOPIE</u> : Présentation sur papier libre du projet, accompagnée d'un budget prévisionnel pluriannuel
<input type="checkbox"/>	17	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> : Justificatif de l'engagement de cautionnement pris par un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance agréée pour se porter caution et ayant leur siège en France ou une attestation de solde créditeur d'un compte au nom du demandeur ouvert auprès d'un établissement de crédit ayant son siège social en France
		■ En cas de création d'une activité en société
<input type="checkbox"/>	18a	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> : de la promesse de bail commercial portant mention de l'activité ou du contrat de sous-location portant mention de l'activité et éventuellement de l'autorisation du propriétaire des locaux ou de toute autre pièce relative aux locaux affectés à l'activité
<input type="checkbox"/>	19a	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> du projet de statuts de la société faisant apparaître le projet de répartition du capital social
		■ En cas de création d'une société de droit français
<input type="checkbox"/>	18b	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> : justificatif de la nomination ou éventuellement, une lettre d'intention de l'organe compétent pour la nomination
<input type="checkbox"/>	19b	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> des statuts de la personne morale de droit étranger et des bilans des 2 derniers exercices clos ou, éventuellement, une attestation d'une banque du pays du siège de la personne morale de droit étranger justifiant l'existence d'un compte ouvert au nom de la personne morale
<input type="checkbox"/>	20b	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> : de la promesse de bail commercial portant mention de l'activité ou du contrat de sous-location portant mention de l'activité et éventuellement de l'autorisation du propriétaire des locaux ou de toute autre pièce relative aux locaux affectés à l'activité
<input type="checkbox"/>	21b	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> du projet de statuts de la société faisant apparaître le projet de répartition du capital social
		■ En cas de création d'un établissement d'une personne morale étrangère
<input type="checkbox"/>	18c	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> : justificatif de nomination ou éventuellement, une lettre d'intention de l'organe compétent pour la nomination
<input type="checkbox"/>	19c	<u>ORIGINAL + 2 PHOTOCOPIES</u> des statuts de la personne morale de droit étranger et des bilans des 2 derniers exercices clos ou, éventuellement, une attestation d'une banque du pays du siège de la personne morale de droit étranger justifiant l'existence d'un compte ouvert au nom de la personne morale